



RESTITUTION DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE

BESOINS DES ACTEURS ÉCONOMIQUES DU BOCAGE BOURBONNAIS

JEUDI 12 DÉCEMBRE 2019

**PROJET ÉMERGENT
BOCAGE BOURBONNAIS**

Suivez notre actualité  @TZCBB



**TERRITOIRES
ZÉRO CHÔMEUR
DE LONGUE
DURÉE**



BOCAGE BOURBONNAIS
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES



BESOINS DES ACTEURS ECONOMIQUES DU BOCAGE BOURBONNAIS

Table des matières

Introduction.....	2
Le questionnaire.....	2
Les besoins des acteurs économiques locaux	5
Des services pouvant soutenir le développement des structures existantes.....	5
Transport et logistique	5
Aide administrative.....	7
Services de vente	8
Valorisation de produits et de sous-produits.....	9
Valorisation de déchets.....	10
Services informatiques : du support à la récupération de déchets informatiques.	11
Des services pour les salariés : de la conciergerie d'entreprise à une offre d'activités socio-culturelles et sportives	12
Mutualisation d'outils.....	13
Le développement des structures	13
Recrutement et emplois mutualisés.....	13
Projets d'évolution.....	14
Les suites à donner	14
Annexe : Glossaire	15

Introduction

C'est la mise en place d'un Comité Local pour l'Emploi (CLE*) à l'échelle de la Communauté de Communes du Bocage Bourbonnais qui a motivé l'élaboration de cette enquête sur les besoins des acteurs économiques.

Ce Comité réunit des acteurs économiques, associatifs, institutionnels locaux ainsi que des élus et des habitants. Initialement conçu pour piloter l'activité d'une Entreprise à But d'Emploi (EBE*) dans le cadre du Projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD*), ses prérogatives ont été élargies pour qu'il devienne **un organe à part entière du développement socio-économique local**. Parmi ses objectifs, il y a celui de **mettre en relation l'ensemble des acteurs économiques du territoire afin de recenser leurs besoins (en personnel, services, approvisionnement, développement ...), d'établir des synergies susceptibles de soutenir leurs activités, voire d'en créer de nouvelles**.

Le 18 septembre 2019 a eu lieu la "Journée d'échanges sur la coopération en faveur de l'emploi et du soutien au développement économique : le futur Comité Local pour l'Emploi". 67 personnes se sont réunies à la salle polyvalente de Bourbon-l'Archambault pour réfléchir au fonctionnement du Comité Local pour l'Emploi (CLE). Toutes ses actions doivent contribuer à lutter contre le chômage de longue durée et à mettre en place les moyens nécessaires pour proposer un emploi à toute personne volontaire. **Cette journée marquait le démarrage de ce Comité. Elle a permis d'identifier les sujets clés et les activités autour desquels pourront se structurer les actions du CLE :**

- **La rencontre de l'offre et de la demande d'emploi :** la mise en place d'une commission, l'organisation de divers événements (journées portes ouvertes, des speed-dating), la création d'un outil de recensement des compétences et des besoins.
- **L'identification d'activités susceptibles de créer de l'emploi :** la création d'un observatoire territorial.
- **Trouver des solutions pour assurer les conditions pour un retour à l'emploi :** mobilité, personnes à charge, reprise de confiance en soi, intégration dans le territoire.

3 axes prioritaires :

- *La rencontre de l'offre et de la demande d'emploi ;*
 - *L'identification d'activités susceptibles de créer de l'emploi ;*
 - *Trouver des solutions pour assurer les conditions pour un retour à l'emploi.*
-

Les informations recueillies par le biais de ce questionnaire serviront de base au démarrage pour les actions du Comité et pourront enrichir les actions d'accompagnement des acteurs économiques assurées par la Communauté de Communes. Les pistes d'activités qui émergent de cette enquête pourront à la fois alimenter la réflexion sur la création de l'Entreprise à But d'Emploi et permettre aux structures existantes de faire évoluer leur offre pour répondre à la demande locale.

Le questionnaire

Ce questionnaire a été structuré autour de trois thématiques :

- Les besoins en services ;
- Les besoins en personnel et les difficultés de recrutement ;
- Les projets de la structure.

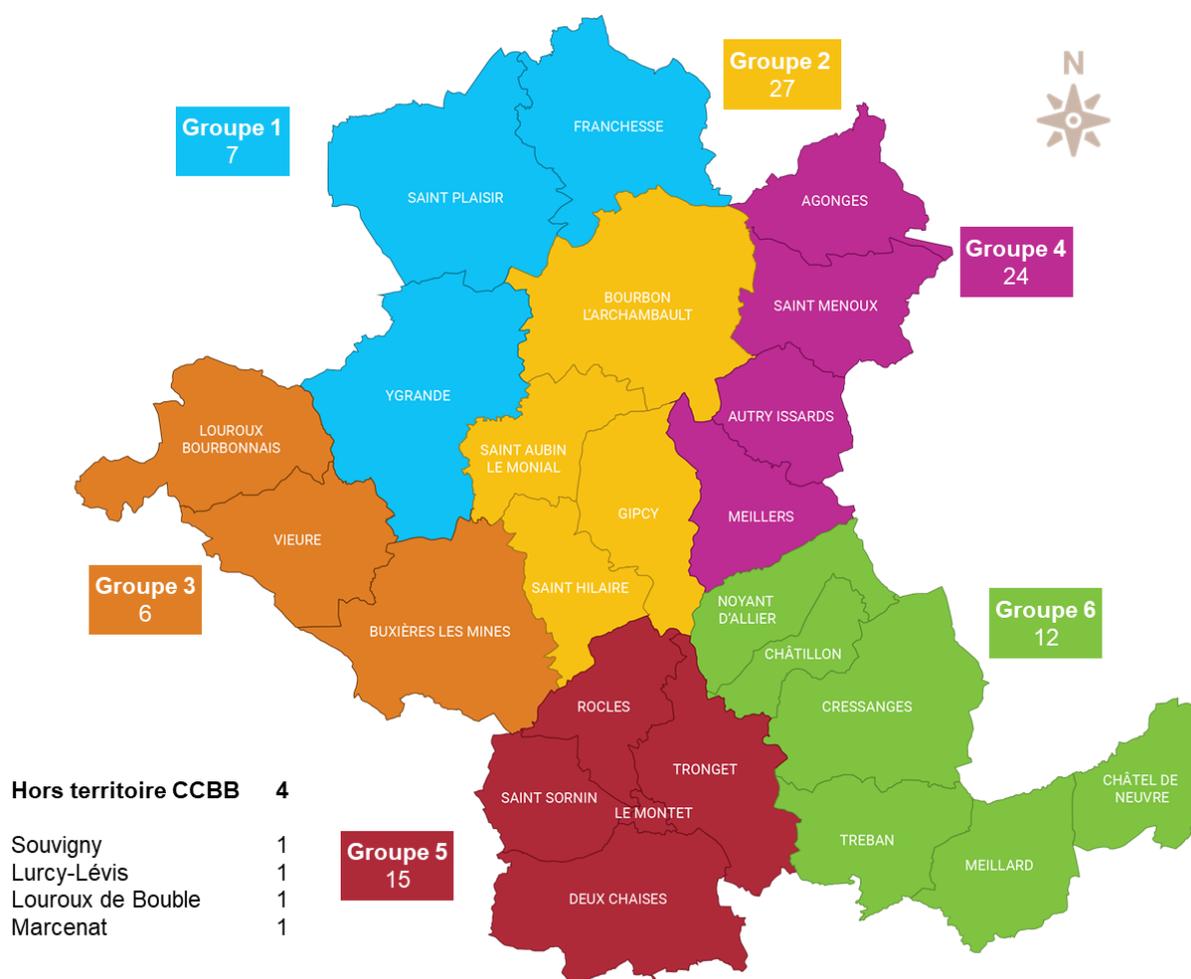
Il a été conçu afin d'identifier :

- Des opportunités de création de liens entre offre et demande locales ;
- Des opportunités de création d'activités au sein de l'Entreprise à But d'Emploi, qui serait créée dans le cadre de l'expérimentation TZCLD.
- Les leviers d'installation et de développement des acteurs économiques locaux.

* Voir glossaire en annexe pour davantage de détails.

Le questionnaire a été diffusé auprès des acteurs économiques et employeurs du territoire de la Communauté de Communes du Bocage Bourbonnais à partir du 18 septembre. La version papier a été distribuée lors de diverses rencontres et une version en ligne a permis de collecter des réponses à partir du 16 octobre. Des bénévoles sont allés à la rencontre de certains acteurs économiques du territoire afin de leur présenter la démarche et les inviter à participer au sondage. Il a été décidé que le sondage en ligne restera actif, afin de permettre à d'autres acteurs de répondre au cours du premier semestre 2020.

Au 10 décembre 2019, 95 structures avaient répondu. La carte¹ ci-dessous montre la localisation des sièges des structures, dont quatre se trouvent en dehors du territoire communautaire. L'ensemble des structures exercent leurs activités sur une ou plusieurs communes du territoire (locaux annexes, sites de production, points de vente itinérants, communes adhérentes au projet associatif, etc.). Il conviendra de mobiliser au cours de l'année 2020 les acteurs économiques et les employeurs des secteurs les moins représentés afin de veiller à l'équilibre territorial de la démarche.

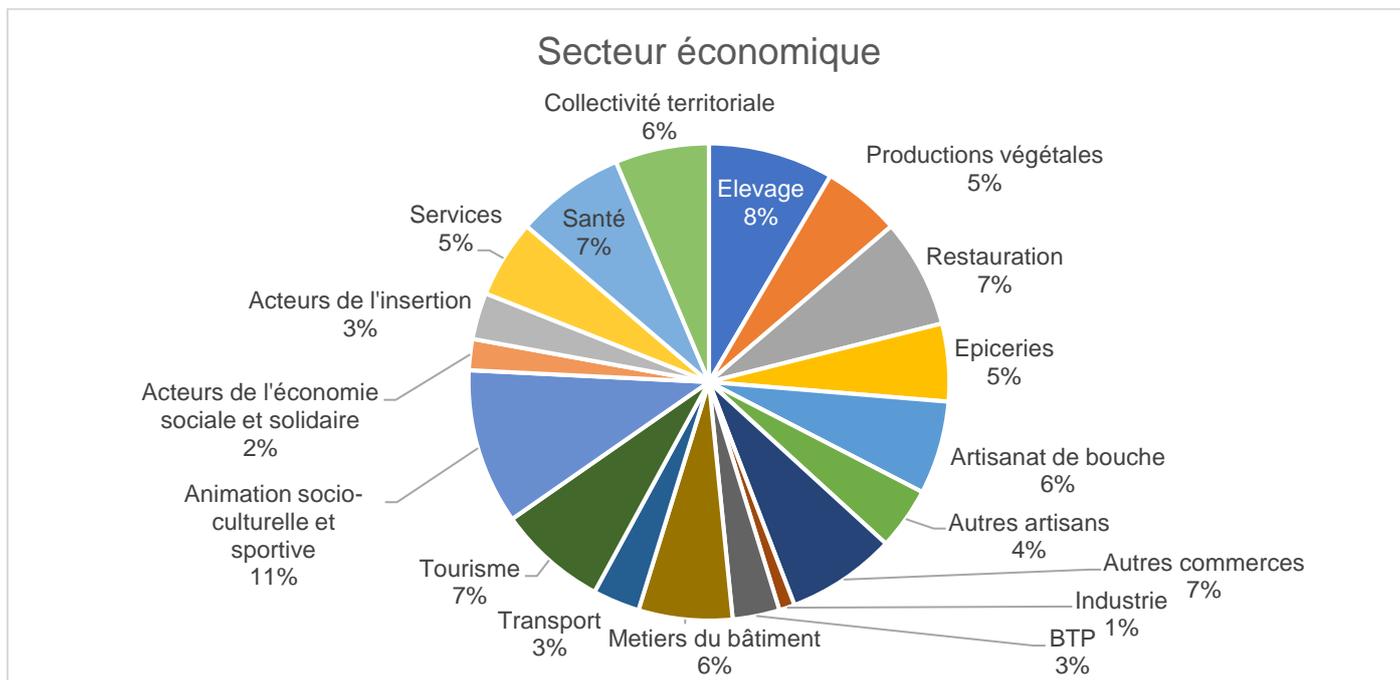


Divers secteurs économiques sont représentés parmi les structures ayant répondu. Toutefois, il conviendra de renforcer le contact avec les entreprises qui n'ont pas répondu au questionnaire. Les établissements publics et communes ont également été invités à répondre à ce questionnaire, qui vient compléter celui auquel ils ont pu répondre en avril 2019. Nous ferons référence à ce dernier dans ce rapport lorsque cela semble pertinent.

La taille des structures ayant répondu varie de zéro à deux cents employés. Les très petites structures, de moins de 10 salariés, composent la majorité de l'échantillon (55%), suivies des structures sans employé (37%). Seulement quatre structures emploient plus de 40 personnes. Cette représentation correspond au tissu économique local, composé en grande majorité de TPE. Les structures les plus importantes en nombre d'emplois et dépassant la centaine de salariés

¹ Nous reprenons la structure des groupes de travail territoriaux qui ont été créés afin de faciliter la mobilisation autour du projet TZCLD. Ces groupes de communes semblent être une échelle pertinente pour l'identification des sites qui pourraient accueillir des activités qui pourraient être développées par la future EBE.

sur le territoire sont les centres hospitaliers et trois sites de production industrielle : un abattoir et deux usines de fabrication d'instruments médicaux.



	GPT 1	GPT 2	GPT 3	GPT 4	GPT 5	GPT 6	Total CCBB	Hors CCBB	Total secteur économique
Elevage	0	0	0	5	2	1	8	0	8
Productions végétales	0	0	1	3	0	1	5	0	5
Restauration	1	0	0	2	2	2	7	0	7
Epicerie	1	1	0	3	0	0	5	0	5
Artisanat de bouche	1	1	0	2	1	1	6	0	6
Autres artisans	1	2	0	0	1	0	4	0	4
Autres commerces	0	5	0	1	0	0	6	1	7
Industrie	0	0	0	0	0	0	0	1	1
BTP	1	0	0	1	0	1	3	0	3
Métiers du bâtiment	1	1	1	1	1	1	6	0	6
Transport	0	0	1	1	0	1	3	0	3
Tourisme	0	2	0	2	0	3	7	0	7
Animation socio-culturelle et sportive	0	3	0	1	5	0	9	1	10
Acteurs de l'économie sociale et solidaire	0	1	0	0	1	0	2	0	2
Acteurs de l'insertion	0	2	0	0	0	0	2	1	3
Services	1	2	1	0	1	0	5	0	5
Santé	0	5	2	0	0	0	7	0	7
Collectivité territoriale	0	2	0	2	1	1	6	0	6
Total	7	27	6	24	15	12	91	4	95

Les besoins des acteurs économiques locaux

Pouvoir répondre aux besoins locaux fait partie des objectifs de cette démarche. Nous avons souhaité connaître les services qui pourraient intéresser les structures locales. Une partie des services qui ont été proposés correspondent aux compétences et/ou projets des personnes privées d'emploi volontaires qui sont actuellement impliquées dans le projet TZCLD. Une autre partie correspond à des pistes d'activités pouvant être développées mais qui nécessiteront l'identification de personnes souhaitant les développer. Ces services, tels que la livraison, l'aide administrative et la mutualisation d'outils ou de personnel, visent à favoriser le développement des structures tout en améliorant les conditions d'exercice de leur activité. D'autres, tels que la valorisation de certains invendus, sous-produits ou déchets, visent à créer de la valeur localement tout en réduisant l'impact environnemental des activités présentes sur le territoire.

Il convient de préciser que certains des services évoqués sont aujourd'hui proposés par des entreprises localement. Le Comité Local pour l'Emploi est le garant de la non-concurrence des activités qui pourraient être développées par l'Entreprise à But d'Emploi. Les acteurs économiques jouent un rôle majeur au sein du CLE, notamment sur ce point. Suite à ce sondage, il conviendra de vérifier les services qui sont déjà proposés localement (par des entreprises du territoire communautaire) afin de clarifier et d'adapter l'offre qui pourra être développée en complément.

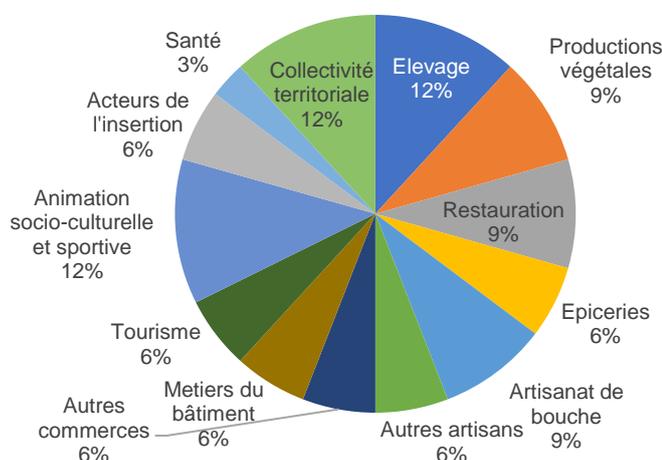
Des services pouvant soutenir le développement des structures existantes

Le premier groupe de questions concernait l'offre de services pouvant soutenir le développement des acteurs économiques locaux. Certains de ces services correspondent aux compétences des personnes privées durablement d'emploi (PPDE) qui participent activement dans le au projet. D'autres services sont des opportunités d'activités qui ont été identifiées suite à des échanges avec divers acteurs locaux et qui semblent être des pistes d'activités pouvant être développées par l'Entreprise à But d'Emploi (EBE) ou pouvant renforcer l'activité d'entreprises et d'associations locales.

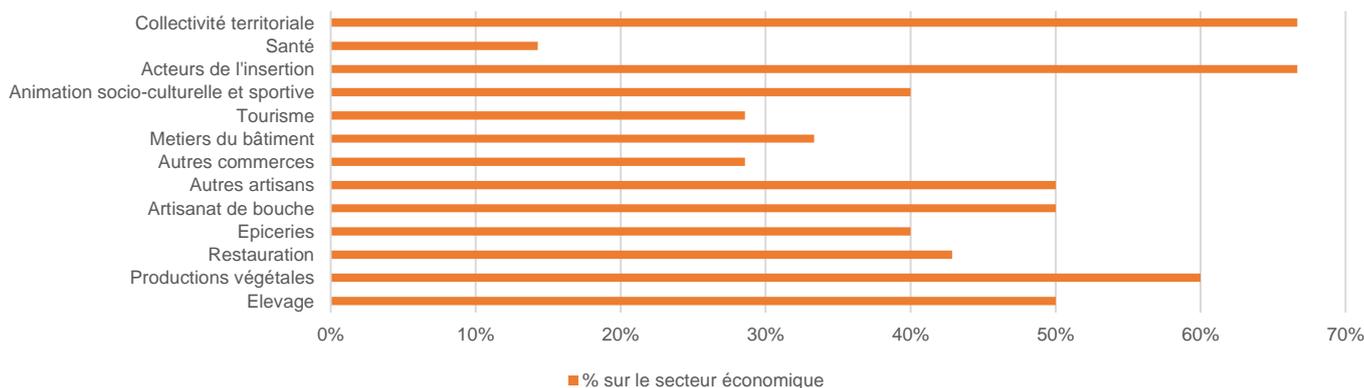
Transport et logistique

La mobilité est une problématique majeure pour les habitants et les structures du territoire, c'est pourquoi il est envisagé à ce jour de développer une offre adaptée. Cette offre pourrait être développée par l'Entreprise à But d'Emploi ou par l'adaptation de l'offre existante. Un peu plus d'un tiers (36%) des structures ayant répondu à ce sondage est intéressée par un service de transport. Cela concerne avant tout les agriculteurs, les collectivités territoriales et les structures de l'animation socio-culturelle et sportive. Au moins la moitié de l'échantillon de ces secteurs d'activité ont manifesté leur intérêt pour ces services.

Secteur d'activité des structures intéressées par des services de transport



Part du secteur économique intéressé par des services de transport



L'approvisionnement en produits locaux et la livraison de ses produits à des particuliers et à des professionnels est une préoccupation pour divers acteurs locaux. Ce besoin est permanent pour certaines structures du secteur agricole et de la restauration ainsi que pour une collectivité territoriale. Il est fréquent ou ponctuel pour diverses structures, qui ont une activité saisonnière ou lors de l'organisation d'événements. Les demandes concernent aussi des services de transport de matériel pour des événements. Mettre en place un service logistique flexible qui répondrait à cette diversité de demandes serait un atout pour le territoire. Cela permettrait d'une part de renforcer les échanges entre acteurs économiques locaux et, d'autre part, de réduire l'impact environnemental des déplacements.

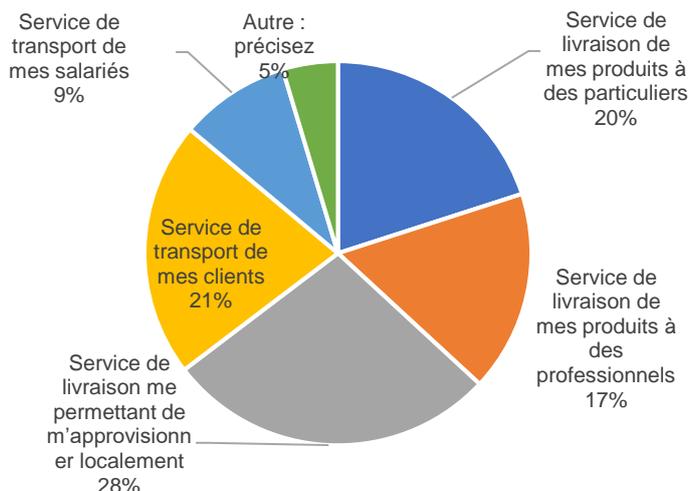
Le transport de personnes est une problématique majeure, qui a été identifiée par les élus lors de l'enquête menée en avril 2019. Cette préoccupation est confirmée par ce sondage puisqu'il s'agit du service pour lequel il y aurait le plus de besoins permanents. Il s'agit par exemple du transport de clients des commerces de proximité ou d'usagers de services de santé ou des structures de l'animation socio-culturelle et sportive. Le transport de salariés intéresse aussi des structures de différentes tailles. Celles intéressées par un service permanent ou fréquent ont plus de quarante salariés, tandis que les besoins ponctuels concernent des structures employant entre 2 et 20 personnes.

Il existe aujourd'hui des prestataires assurant des services de transport de marchandises et de personnes, qui ne répondent pas à ces demandes. L'objectif de cette démarche est de développer des services complémentaires, permettant de répondre à des demandes spécifiques insatisfaites par l'offre existante. Une réflexion importante sera menée concernant la localisation d'une telle activité, ainsi que sur les équipements qui seraient nécessaires au développement de ces services.

Par ailleurs, des structures ont manifesté leur intérêt pour une mutualisation d'emplois dans le domaine de la logistique. Les besoins concernent la livraison (fréquente) de produits frais et autres, du transport (ponctuel) de matériel événementiel, ainsi que la gestion logistique (offre et demande de services de transport).

La mutualisation de camions et d'utilitaires est également une possibilité pour répondre à la demande non satisfaite en matière de transport de marchandises. D'un côté, 5 structures possèdent un camion/utilitaire et souhaitent le mutualiser. De l'autre, 25 structures sont intéressées pour utiliser des camions ou utilitaires de manière fréquente (8) et ponctuelle (17). Cela concerne tous les secteurs économiques et la répartition géographique permettrait d'assurer un maillage du territoire. Des structures ont par ailleurs manifesté leur intérêt pour la mutualisation de camions frigorifiés.

Services d'approvisionnement, de livraison ou de transport



Type de besoin et fréquence	Besoin permanent	Besoin fréquent	Besoin ponctuel	TOTAL
Service de livraison de mes produits à des particuliers	0	3	10	13
Service de livraison de mes produits à des professionnels	2	4	5	11
Service de livraison me permettant de m'approvisionner localement	3	7	8	18
Service de transport de mes clients	5	1	8	14
Service de transport de mes salariés	1	1	4	6
Autre : précisez	0	1	2	3

Aide administrative

La dématérialisation, les nouvelles pratiques et attentes des clients, la place de plus en plus prépondérante des outils numériques et des nouveaux modes de communication, sont autant d'évolutions auxquelles doivent faire face les acteurs économiques. La part de l'administratif pour certains corps de métiers est de plus en plus importante, imposant des rythmes de travail contraignants.

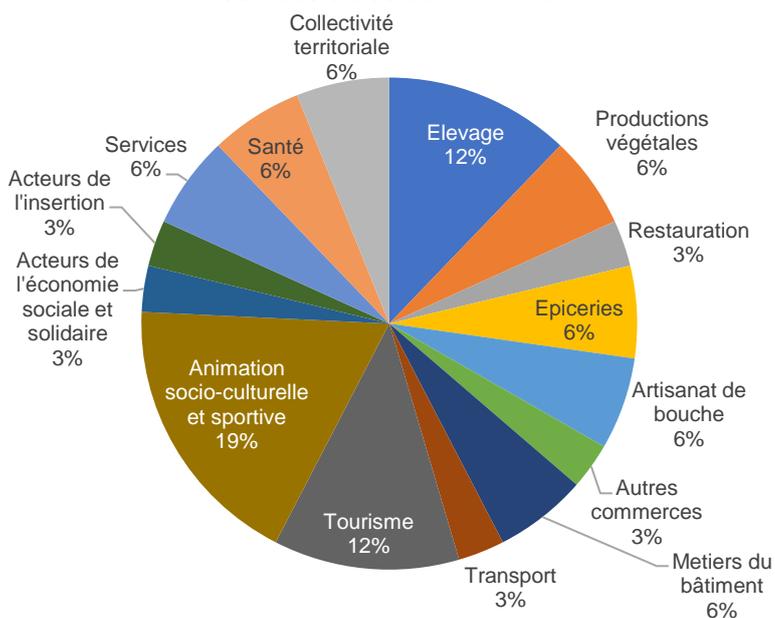
Ces services intéressent avant tout les très petites et petites structures, allant des microentreprises ou professions libérales aux structures de 15 salariés. Les structures intéressées par un service d'aide administrative de manière permanente sont les épiceries, les acteurs du tourisme ainsi que de l'animation socio-culturelle et sportive. Ces derniers sont particulièrement intéressés par une aide permanente à la recherche de financements.

Les services liés à la communication, la mise en place et gestion de sites web, la recherche de financements et l'aide aux démarches administratives sont ceux qui suscitent le plus d'intérêt. Les services de facturation et de comptabilité intéressent des structures de très petite taille (0 à 3 salariés). L'aide à la réponse aux marchés publics concerne également des petites structures de différents secteurs économiques, allant des éleveurs aux métiers du bâtiment, en passant par le transport et des épiceries. La gestion des commandes concerne une diversité de secteurs et de type de structures. D'autres demandes plus ponctuelles concernent l'aide à la gestion des ressources humaines et l'élaboration de contrats.

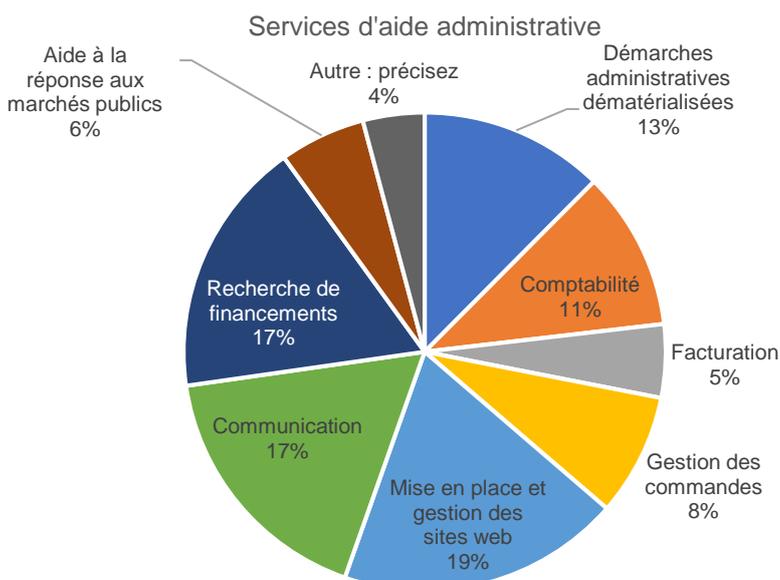
Cette demande suppose de développer un service qui s'adapte à d'importants pics d'activité en fonction du calendrier administratif (obligations de déclaration). Il existe localement des prestataires qui peuvent assurer diverses fonctions support aux entreprises locales. Il conviendra de vérifier les raisons pour lesquelles les structures ayant ces besoins ne font pas appel à eux, en vérifiant quelles sont leurs conditions afin de développer une offre complémentaire et non-concurrentielle.

Toutefois, dans le cadre de la création de l'EBE, il conviendra de réfléchir à la possibilité de pouvoir mobiliser les équipes administratives de l'EBE pour répondre à la demande non satisfaite par les prestataires locaux. Une équipe de personnes volontaires souhaite s'engager dans cette optique et est prête à suivre des formations lui permettant d'offrir

Secteur d'activité des structures intéressées par des services d'aide administrative



Type de besoin et fréquence	Besoin permanent	Besoin fréquent	Besoin ponctuel	TOTAL
Démarches administratives dématérialisées	3	1	11	15
Comptabilité	5	0	8	13
Facturation	2	1	3	6
Gestion des commandes	2	1	7	10
Mise en place et gestion des sites web	7	5	11	23
Communication	7	7	7	21
Recherche de financements	9	2	10	21
Aide à la réponse aux marchés publics	1	0	6	7
Autre : précisez	3	0	2	5

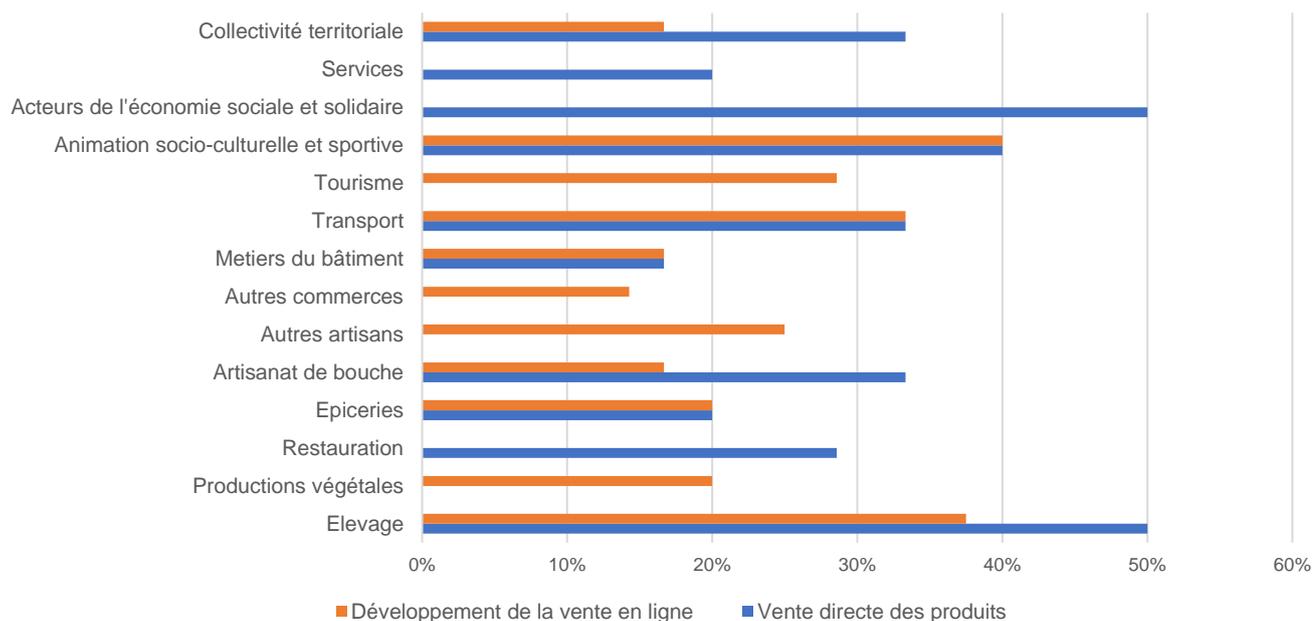


un service de qualité. Il est par ailleurs intéressant de constater que parmi les 33 structures ayant signifié leur besoin d'une aide administrative, 14 seraient intéressées par un emploi mutualisé dans l'administratif, dont 3 de manière permanente et 3 de manière fréquente. Ce point ouvre d'autres perspectives qui méritent d'être étudiées afin de subvenir aux besoins de soutien administratif tout en créant des emplois sur le territoire.

Services de vente

La diversification des moyens de commercialisation, notamment par la mise en place d'outils de vente directe et en ligne, est une question qui intéresse divers secteurs d'activités et des structures de différentes tailles. Cela concerne aussi bien la vente de produits que de services.

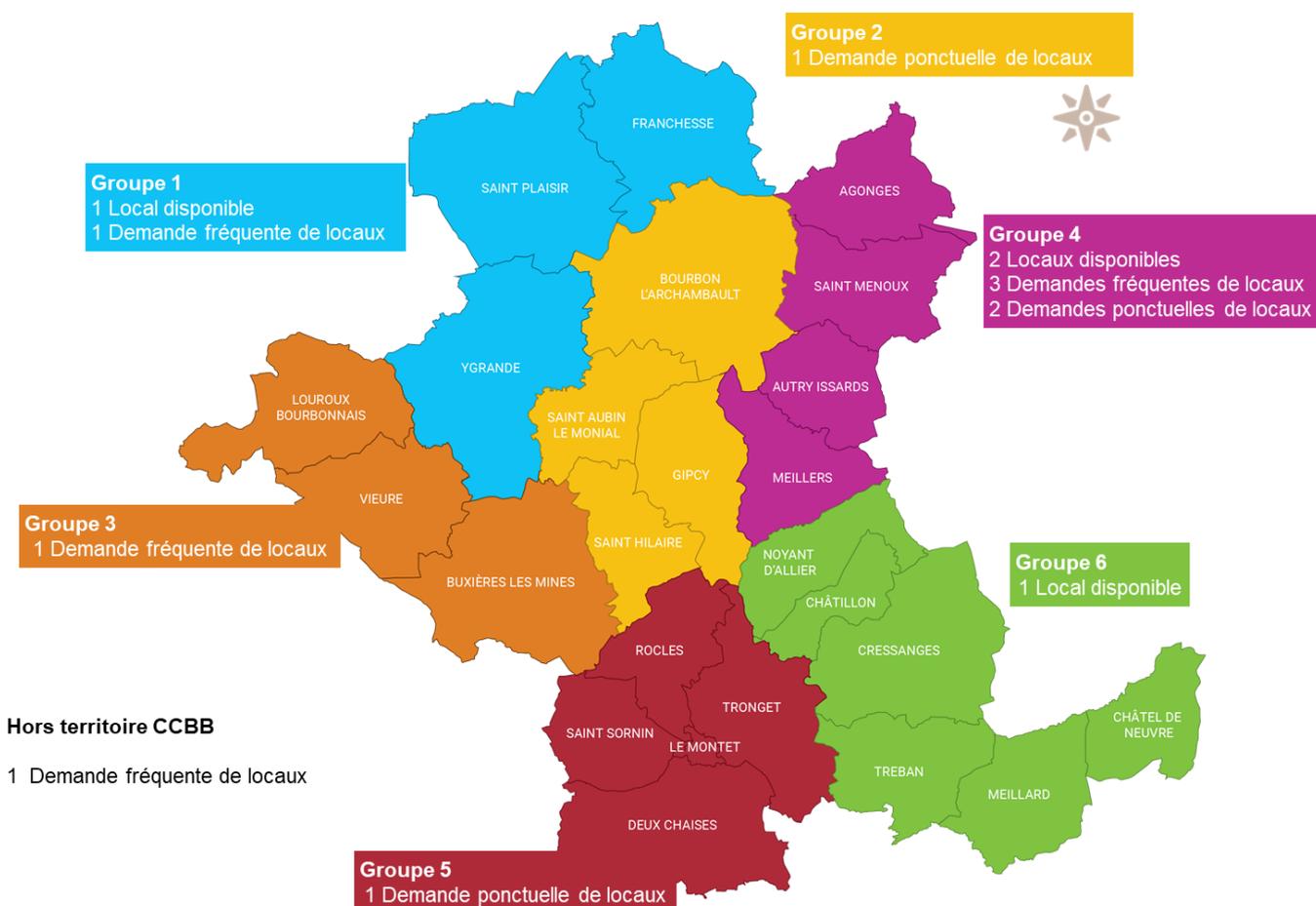
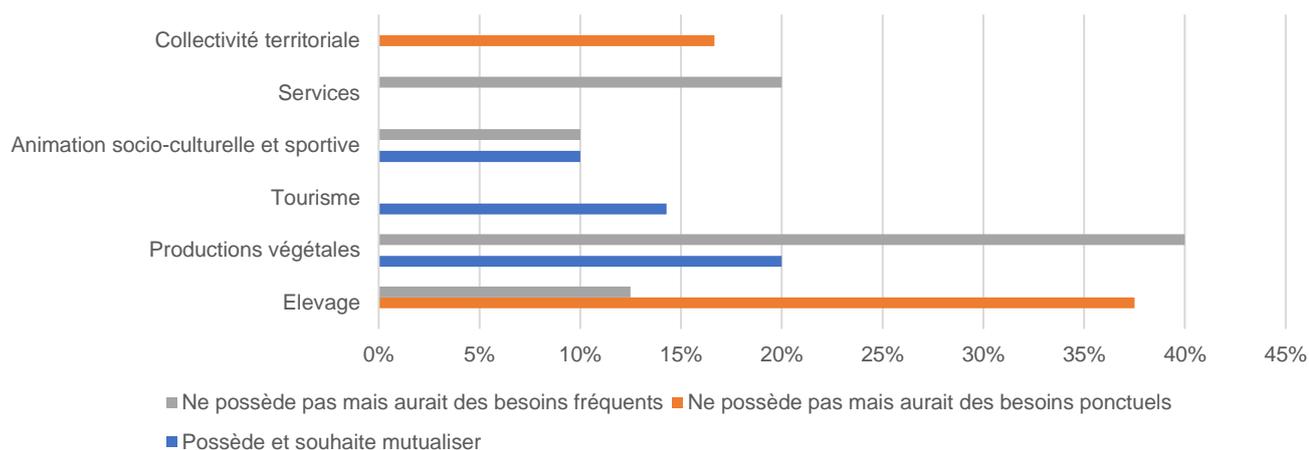
Part du secteur économique intéressé par des services de vente



La mise en place d'outils de vente en ligne concerne aussi bien des structures ayant des besoins d'aide à la création et à la gestion de sites web que celles qui n'ont pas signalé ce besoin. Il conviendrait d'étudier la possibilité de développer un portail pouvant regrouper les différentes offres de produits et de services et assurant une gestion mutualisée. Cette analyse doit prendre en compte l'existence de portails de vente de produits locaux comme <http://www.achetezalaferme03.fr/>, afin de développer une offre complémentaire, pouvant par ailleurs renforcer sa visibilité.

Les besoins en termes de mise en place de la vente directe sont permanents pour 10 structures sur les 19 intéressées par ce service. Par ailleurs, 7 structures seraient intéressées par un emploi mutualisé dans la vente. Cela pourrait se traduire par un service de tenue de stands lors des marchés comme l'organisation de la vente directe dans les locaux de la structure, voire le développement d'un magasin (itinérant ?) de producteurs locaux. Concernant ce dernier point, nous avons souhaité savoir si la mutualisation d'un magasin pour la vente de produits locaux pourrait intéresser des structures. 14 structures ont déclaré être intéressées par cette démarche, 4 pour la mutualisation de leurs locaux et 10 pour pouvoir faire appel à ce service de manière fréquente ou ponctuelle. Selon notre échantillon, les secteurs économiques les plus attirés par cette offre sont les producteurs de denrées alimentaires et des associations ou collectivités territoriales souhaitant promouvoir les produits et l'artisanat local. Plusieurs possibilités pourraient être envisagées, l'EBE pourrait assurer le service de gestion et d'entretien de ces espaces mutualisés. La carte ci-dessous montre la localisation des 4 locaux pouvant être mutualisés et la localisation des structures demandeuses.

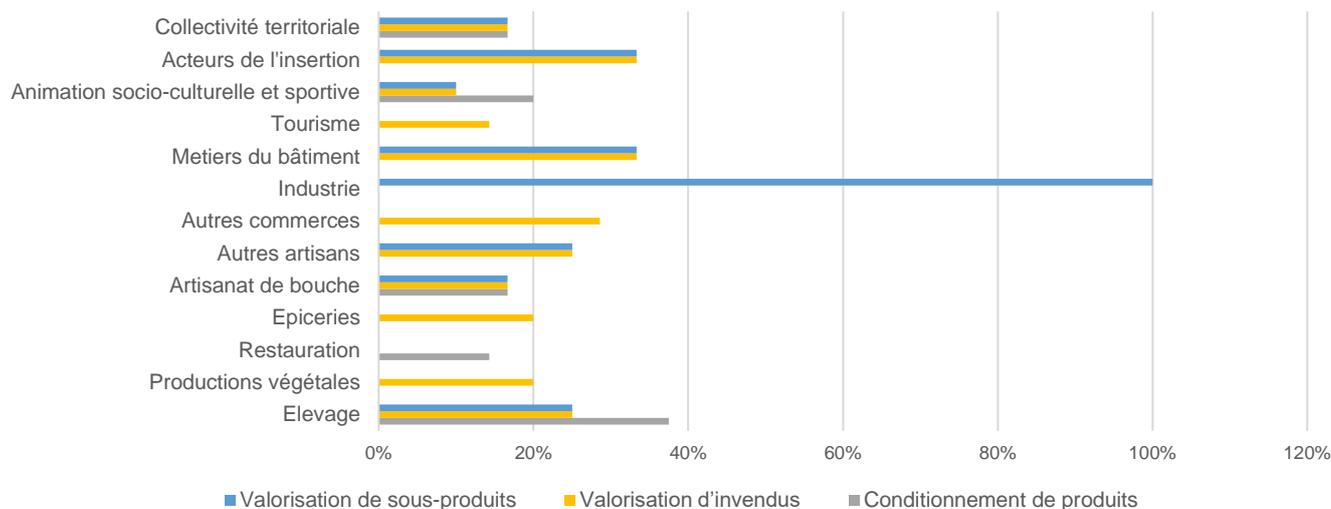
Part du secteur économique intéressé par la mutualisation d'un magasin de vente de produits locaux



Valorisation de produits et de sous-produits

La valorisation de produits invendus et de sous-produits peut représenter un potentiel important de création de nouvelles activités et emplois localement. Une telle démarche nécessiterait d'importants investissements matériels et de formation et donc d'un développement en partenariat. Le questionnaire visait à identifier les secteurs économiques avec lesquels cela pourrait être envisagé. Le premier constat est qu'il s'agit d'un besoin majoritairement ponctuel, mais un service qui pourrait certainement attirer d'autres structures du moment où il serait en fonctionnement.

Part du secteur économique intéressé par des services de valorisation de produits et sous-produits



Le conditionnement de produits et la valorisation d'invendus concernent principalement des producteurs ou transformateurs de denrées alimentaires pour qui un conditionnement local pourrait permettre de mieux valoriser leurs produits et éviter le gaspillage. Mais ce besoin est majoritairement ponctuel : 5 sur 8 structures intéressées par le conditionnement de produits et 10 sur 14 pour celles intéressées par la valorisation d'invendus. La valorisation de sous-produits concerne aussi bien des agriculteurs que des artisans ou petites industries. La valorisation de certains de ces sous-produits, comme pour l'acier et les sous-produits de l'élevage, nécessiterait des investissements matériels et en formation conséquents. Ces derniers feront l'objet d'un partenariat avec l'Université Clermont Auvergne.

Type de besoin et fréquence	Besoin permanent	Besoin fréquent	Besoin ponctuel	TOTAL
Conditionnement de produits	3	0	5	8
Valorisation d'invendus	1	3	10	14
Valorisation de sous-produits	1	2	7	10

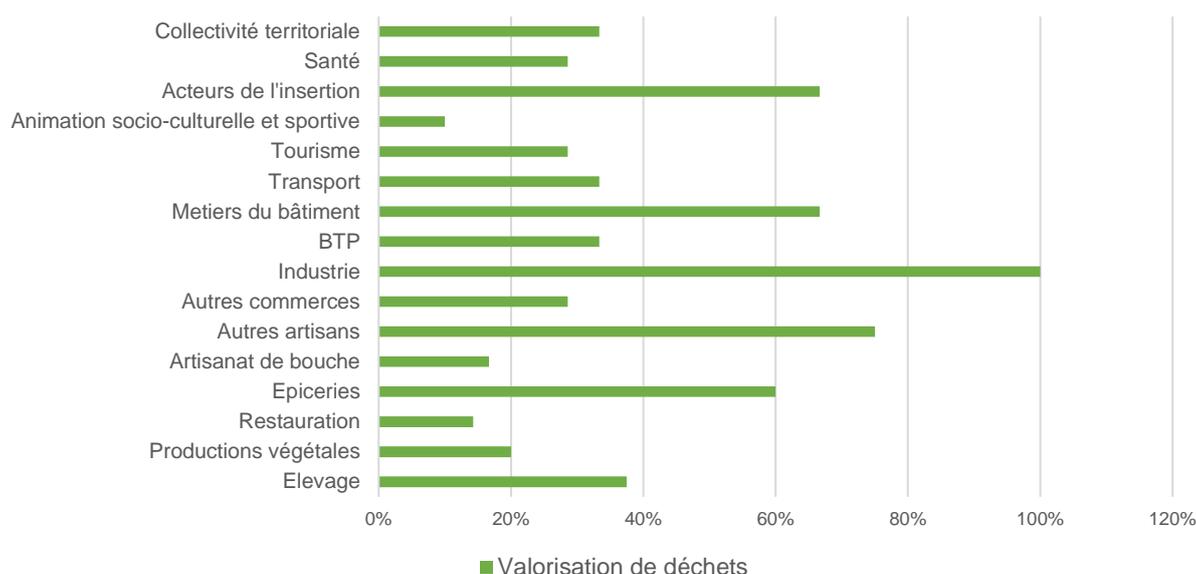
Valorisation de déchets

La valorisation de déchets est à la fois une opportunité de création d'activités locales et un défi en termes techniques et environnementaux. Cette démarche nécessite un travail de coopération important avec les gestionnaires des déchèteries et les acteurs dont l'activité génère des déchets et qui souhaitent les valoriser. Un groupe de personnes privées durablement d'emploi (PPDE) volontaires porte un projet de recyclerie, permettant de donner une deuxième vie à de nombreux objets tels que le petit-électroménager et les meubles.

Nous souhaitons identifier d'autres types de déchets générés par les acteurs économiques et qui pourraient faire l'objet d'un travail de valorisation localement. Il est important de préciser qu'il est difficile dans certains cas de différencier les produits pouvant être concernés par la valorisation de sous-produits ou par la valorisation de déchets.

La valorisation des déchets intéresse 30 structures tous secteurs économiques confondus. Il s'agit d'une demande principalement ponctuelle ou fréquente. Une partie importante des déchets concerne les emballages et les cartons, ainsi que la valorisation de copeaux et de chutes de bois, ceux-ci pourraient être transformés localement en d'autres produits finis. Un groupe de PPDE volontaires souhaite explorer ces deux pistes d'activité. Par contre, certaines structures cherchent à valoriser des déchets comme les huiles de vidange et les déchets de chantier et d'activités agricoles, pour lesquels d'importants investissements seraient nécessaires. La valorisation de ce type de déchets étant difficile sur place, l'EBE pourrait devenir l'intermédiaire avec la filière de valorisation et de traitement.

Part du secteur économique intéressé par des services de valorisation de déchets



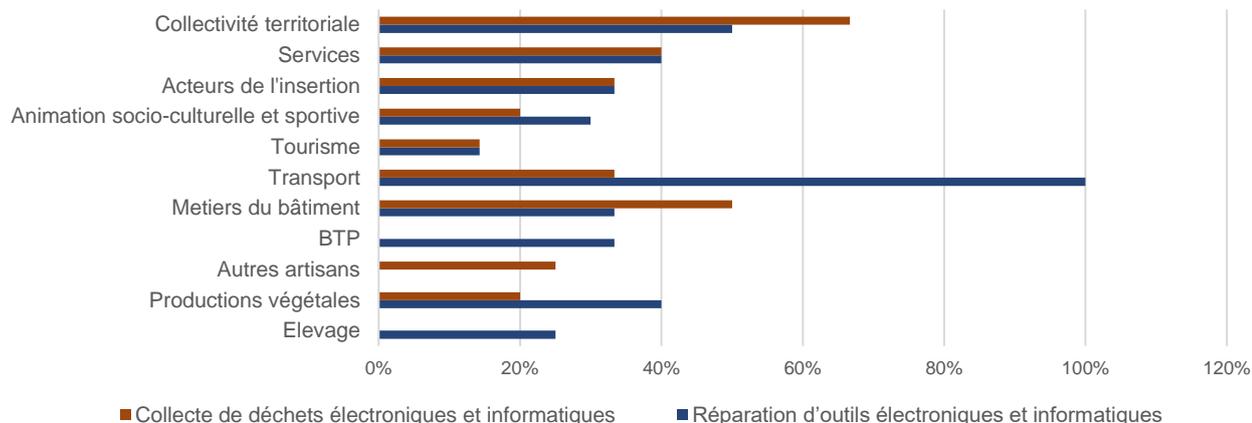
Services informatiques : du support à la récupération de déchets informatiques.

La fracture numérique a de multiples facettes, dont celle des difficultés d'accessibilité à du matériel adapté et des difficultés d'appropriation des outils numériques. Un groupe de PPDE volontaires souhaite mettre en place un service qui permettrait aux habitants, associations et TPE d'avoir accès à du matériel informatique à des prix abordables et d'avoir un accompagnement dans l'apprentissage de l'utilisation de ces outils. Le questionnaire visait à connaître les besoins en réparation d'outils informatiques et en récupération de déchets informatiques (ordinateurs, écrans, claviers, imprimantes, ...). Ce matériel pourrait être reconditionné et vendu à des tarifs sociaux aux habitants et à des prix abordables aux TPE qui en ont besoin.

Vingt structures sont intéressées par un service de réparation d'outils informatiques, dont 19 de manière ponctuelle. Il y a sur le territoire plusieurs prestataires de services de support informatique. Un premier travail de dialogue avec eux a été initié, afin de connaître leur fonctionnement et pouvoir structurer une offre complémentaire. L'étape suivante consiste à reprendre contact avec les entreprises ayant manifesté leur intérêt pour ce service afin de préciser leurs besoins (fréquence, type d'équipements concernés, volume) et les raisons pour lesquelles elles ne font pas appel aux prestataires locaux existants.

Seize structures sont intéressées par un service de collecte des déchets électroniques et informatiques. Cela concerne aussi bien des micro-entreprises ou professions libérales que des entreprises d'un peu moins de 50 salariés. Il n'existe pas à ce jour d'entreprise de valorisation de ce type de déchets sur le territoire communautaire. Afin de mieux structurer cette activité, il sera nécessaire de préciser avec les structures intéressées le type de matériel et le volume qui pourraient être envisagés. Cela permettra également à l'équipe d'estimer le volume de matériel qui pourra être effectivement reconditionné et proposé aux habitants, associations et TPE.

Part du secteur économique intéressé par des services de réparation et de récupération d'outils électroniques et informatiques



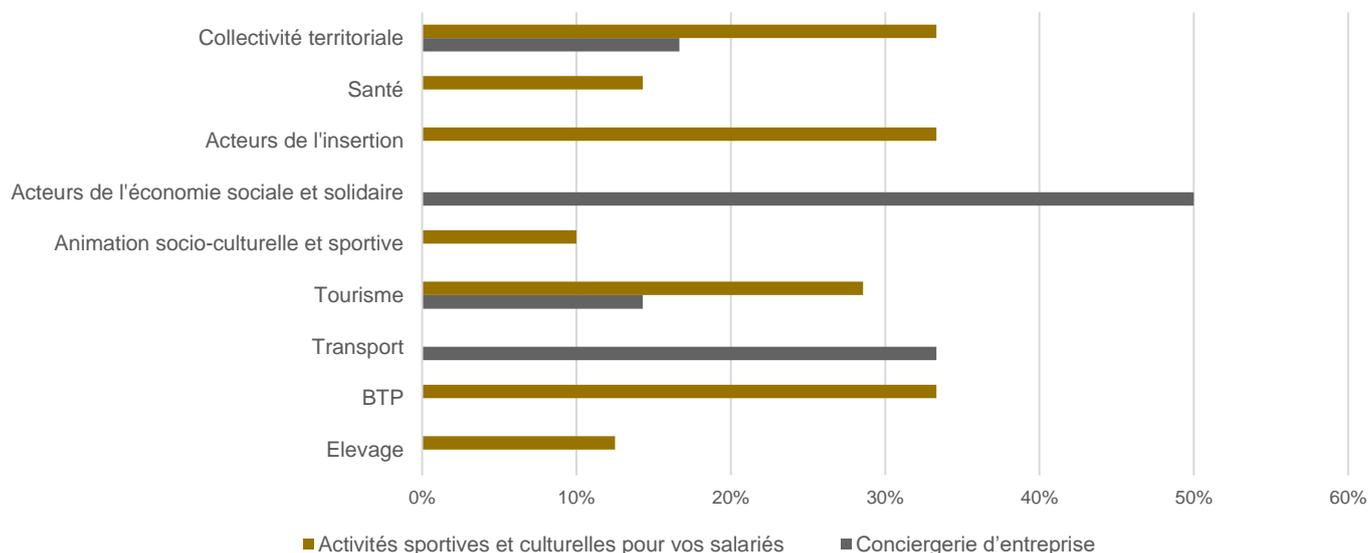
Des services pour les salariés : de la conciergerie d'entreprise à une offre d'activités socio-culturelles et sportives

Cette démarche vise à identifier les besoins locaux afin de proposer des services permettant, entre autres, d'améliorer la qualité de vie de la population. Une série de services envisagés actuellement pour les habitants peuvent aussi intéresser des employés des entreprises locales. Cette offre, comme du soutien quotidien (courses, démarches administratives, transport) ou de l'animation socio-culturelle et sportive, pourrait améliorer les conditions de travail en contribuant à l'équilibre entre vie professionnelle et contraintes quotidiennes, mais également en renforçant la cohésion au sein des entreprises.

La conciergerie d'entreprise est un service peu développé sur le territoire. Une seule structure a déclaré qu'il s'agit d'un besoin satisfait en interne. Il intéresse quatre très petites structures de manière ponctuelle.

L'offre d'activités socio-culturelles et sportives à destination des salariés intéresse 9 structures, dont 7 de manière ponctuelle. Cela concerne aussi bien des structures de moins de 10 salariés que des entreprises de plus de 50 salariés. L'équipe de PPDE qui souhaite développer une offre de services d'animation à destination des habitants, pourra l'adapter pour répondre à la demande des entreprises, voire proposer des activités qui permettent à des salariés de diverses entreprises de rencontrer des habitants.

Part du secteur économique intéressé par des services de réparation et de récupération d'outils électroniques et informatiques



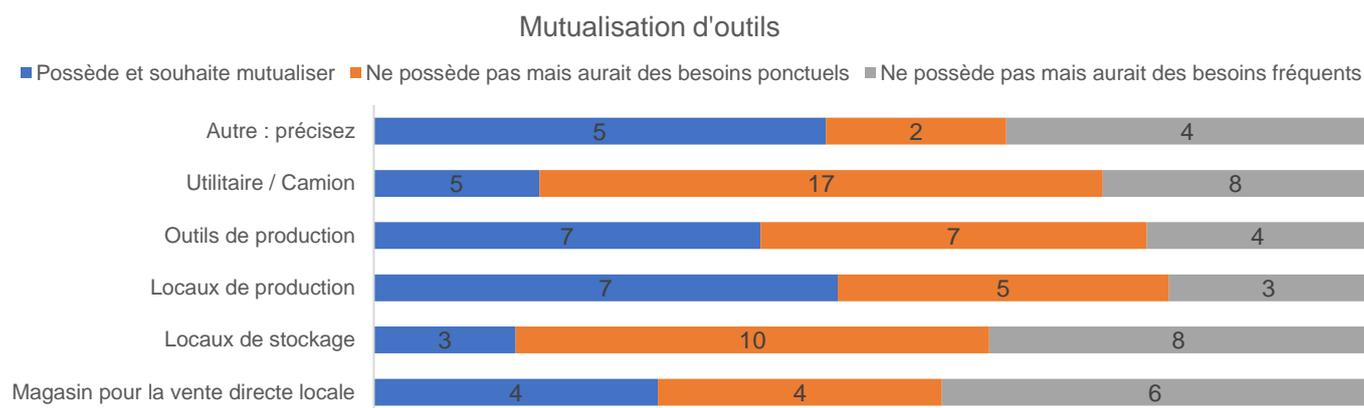
Mutualisation d'outils

Nous avons souhaité également connaître dans quelle mesure la mutualisation d'outils pourrait intéresser les acteurs du territoire. En effet, cette solution pourrait permettre d'une part à des structures d'avoir accès à des outils dont ils ont besoin sans avoir à faire l'investissement et d'autre part aux structures qui possèdent ces outils d'amortir leur investissement en les proposant à d'autres acteurs locaux.

Nos questions ont porté sur cinq types d'outils : magasin pour la vente directe locale, locaux de stockage, locaux de production, outils de production et camion utilitaire. Les réponses concernant la mutualisation d'un magasin pour la vente directe locale et des outils de transport ont été détaillées plus haut.

La mutualisation des locaux intéresse un nombre important de structures. Les locaux de stockage sont un besoin majeur (18 structures intéressées, dont 8 pour un usage fréquent), mais seulement trois structures possèdent des locaux pouvant être mutualisés. 7 locaux de production pourraient être mutualisés, cela concerne des secteurs d'activité très divers, allant de l'élevage à l'artisanat de bouche. Des structures proposent également la mutualisation de cabinets ou de bureaux pour l'exercice de professions libérales, afin de permettre une présence des professionnels sur différentes communes. 8 structures, tous secteurs économiques confondus seraient intéressés pour utiliser des locaux de production, dont 3 de manière fréquente.

Les outils de production pouvant être mutualisés sont multiples : du matériel pour l'entretien d'espaces verts, des échafaudages, du matériel photo et vidéo, du matériel événementiel et de logiciels.



L'un des principaux freins à la mutualisation d'outils est la gestion du partage (coordination, entretien des outils, transport quand cela est nécessaire, assurance / responsabilité, ...) L'EBE pourrait assurer ce rôle de liaison.

Le développement des structures

Ce questionnaire visait également à identifier les difficultés de recrutement et les projets de développement des structures du territoire afin les prendre en compte dans le cadre des actions du Comité Local pour l'Emploi et de la politique d'accueil de la communauté de communes.

Recrutement et emplois mutualisés

64 % des acteurs interrogés font part de leurs difficultés à recruter. 17 d'entre eux pour du salariat à temps complet, 15 pour du personnel à temps partiel et 20 pour répondre à leurs besoins ponctuels en personnel (notamment remplacement, pics d'activité, saisonnalité). Les difficultés de recrutement concernent tous les secteurs d'activités et tous types d'acteurs (entreprises, associations, collectivités territoriales). De même, les profils recherchés et les niveaux de qualification sont également extrêmement divers.

Ce constat rejoint les ateliers thématiques préfigurant le Comité Local pour l'Emploi du 18 septembre 2019 : « mettre en relation l'offre et la demande d'emploi » durant lequel la création d'un outil de recensement des compétences et des

besoins a été évoqué. Les employeurs témoignant le 18 septembre ont souligné la prise en compte du savoir-être des candidats et des aptitudes développées en dehors du travail (sport, passe-temps, etc.).

De même, l'organisation d'événements ciblés a été proposée :

- Pour du recrutement pérenne : reconduction d'une journée portes ouvertes commune à plusieurs structures, aussi dans les TPE (proposition : juin 2020 ?)
- Pour du recrutement saisonnier : organisation d'un job dating commun aux employeurs du territoire (proposition mise en œuvre début 2021)

Pour des besoins fréquents et ponctuels mais non permanents, la mutualisation d'emplois est une piste à explorer. Outre les 5 domaines d'emplois proposés (administratif, production, vente, logistique, autres), certains acteurs ont détaillé les profils recherchés : agents thermaux, professionnels de santé, agents de désherbage pour la mise en place du zéro phyto, personnel assurant les livraisons, promotion touristique, logistique événementielle. Certains de ces besoins font écho aux compétences recensées auprès des PPDE volontaires qui participent au projet TZCLD.

Projets d'évolution

Ce questionnaire a permis de connaître les projets d'évolution des entreprises. Il permettra à l'animatrice du Lieu Unique d'Accueil² de la communauté de communes de reprendre contact avec les personnes le souhaitant.

La recherche de locaux est un enjeu qui a été identifié depuis longtemps sur notre territoire, de même que la recherche de terres agricoles. Les réponses au questionnaire remettent en lumière la nécessaire prise en compte de ces besoins pour permettre l'installation / le développement des activités économiques locales.

Parmi les projets évoqués par les acteurs on remarque la recherche de nouveaux débouchés, le développement d'une offre complémentaire à l'activité déjà existante et l'achat ou le partage de matériel de transformation.

A noter également : 10 entreprises ont fait part de leur projet de transmission d'activité, dont 8 souhaitant être recontactées.

Les suites à donner

Les éléments collectés via ce questionnaire constituent une première base pour l'identification et la structuration des activités qui pourraient être développées notamment par la future EBE. L'équipe de bénévoles du projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée prendra contact avec certaines structures afin de préciser certains besoins, notamment en termes de volume, de fréquence et des capacités de paiement pour certains services.

Les 29 structures ayant manifesté leur intérêt pour participer au Comité Local pour l'Emploi seront invitées aux prochaines rencontres.

La communauté de communes tiendra informées les structures souhaitant être informées sur ses actions et le Lieu Unique d'Accueil prendra contact avec celles qui souhaitent être accompagnées dans leurs démarches.

Il est toujours possible de répondre au questionnaire en ligne : <https://framaforms.org/besoins-des-acteurs-economiques-du-bocage-bourbonnais-1568380463>, n'hésitez pas à partager cette information avec toute personne pouvant être intéressée.

² Service d'accueil et d'accompagnement de porteurs de projet s'installant sur l'une des communes de la CCBB ou déjà installés. Accompagnement et mise en réseau avec les partenaires locaux de l'idée à l'installation, mais aussi des projets de développement et de transmission d'activité.

Annexe : Glossaire

EBE	Entreprise à But d'Emploi	Elle a principalement deux missions : assurer le recrutement des personnes privées d'emploi et prospecter de manière permanente les activités utiles qui ne sont pas réalisées sur son territoire. Elle est en première ligne pour organiser la mobilisation générale pour le plein emploi. Elle appartient à l'économie sociale et solidaire telle que définie par la loi du 31 juillet 2014. Quelle que soit sa forme juridique (SA, SCOP, SCIC, association...), elle a pour priorité de créer des emplois à hauteur des besoins de la population du territoire qui en est durablement privée et de servir l'intérêt général. Elle n'est donc pas à but lucratif. Cette structure de l'ESS (existante ou à créer) est conventionnée par le Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée.
CLE	Comité Local pour l'Emploi	Comité prévu par l'expérimentation, chargé de piloter le projet à l'échelle locale. Il réunit les collectivités territoriales, les partenaires institutionnels (notamment la DIRECCTE et Pôle Emploi), les personnes privées d'emploi, les acteurs économiques locaux, les acteurs locaux de l'insertion et des solidarités, les associations, etc.
PPDE	Personne Privée Durablement d'Emploi	Terme qui permet de regrouper des personnes en situation de recherche d'emploi, qu'elles soient considérées comme des « chômeurs de longue durée » d'un point de vue administratif ou pas. La notion de privation d'emploi est essentielle. Cela regroupe à la fois les personnes inscrites à Pôle Emploi et reconnues comme chômeurs, les bénéficiaires du RSA non-inscrits à Pôle Emploi, ainsi que toute autre personne subissant des conditions d'emploi qui ne répondent pas à ses besoins ni attentes (saisonnalité, temps partiel subi, etc.).
TZCLD	Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée	Expérimentation lancée à l'initiative d'ATD-Quart Monde et rendue possible grâce à une loi de 2016. Elle vise à résorber le chômage de longue durée en construisant un consensus local autour de la lutte contre le chômage de longue durée. Cette expérimentation se fonde sur trois constats qui permettent de penser qu'il est humainement et économiquement tout à fait possible de supprimer le chômage de longue durée à l'échelle des territoires. <ul style="list-style-type: none"> • Personne n'est inemployable : Toutes celles et tous ceux qui sont durablement privés d'emploi ont des savoir-faire et des compétences qu'ils développent, à condition que le travail et l'emploi soient adaptés à chacun. • Ce n'est pas le travail qui manque : C'est l'emploi, puisque de nombreux besoins de la société ne sont pas satisfaits. • Ce n'est pas l'argent qui manque : Puisque chaque année le chômage de longue durée entraîne de nombreuses dépenses et manques à gagner que la collectivité prend à sa charge. <p>https://www.tzclld.fr/decouvrir-l-expérimentation/la-demarche-en-questions/</p>